

Commission: Conseil de l'Arctique et la Méditerranée

Problématique: Des espaces maritimes partagés : "Comment concilier l'accès aux mers et la sécurité européenne avec la coopération entre l'UE et ses partenaires les plus proches ?"

Auteur: Espagne

L'Espagne a un gouvernement socialiste dirigé par le Parti Socialiste Ouvrier Espagnol (PSOE), qui est en coalition avec *Unidas Podemos*, parti qui a des politiques marquées par le progressisme et par la social-démocratie, donc des politiques plutôt europhiles. Ce gouvernement est en place depuis les dernières élections faites en 2019. Cette commission nous invite à parler des espaces maritimes partagés. Notamment sur l'Arctique et la Méditerranée. Nous nous interrogeons sur la manière de concilier l'accès aux mers et la sécurité européenne avec la coopération entre l'UE et ses partenaires les plus proches.

Sur le plan géographique, l'Espagne a une grande côte sur la Méditerranée avec notamment différents ports sur le littoral. On trouve en premier celui de La Bahia de Algeciras, qui est le port le plus important d'Espagne avec le trafic le plus important (un total de 73,7 millions de tonnes en 2020). Ce port se trouve à la 6ème place dans le classement européen. Il est suivi du port de Valence. C'est la route naturelle pour les marchandises de la capitale, qui partent vers la Chine en passant par le canal de Suez. Puis le port de Barcelone. Il détient un poids important du trafic international, mais à cause de sa position géographique et de sa distance avec Madrid, il occupe cette 3ème position.

Sur la mer méditerranéenne, nous pouvons trouver des enjeux autour de la sécurité maritime et de la question des flux migratoires. Au centre de cet enjeu, plus précisément, à Ceuta, Melilla, Algeciras et aux Canaries. En effet, en 2020, 40.326 personnes sont arrivées par voies maritimes sur le territoire Espagnol. Il y a aussi la thématique de la circulation et de l'accès menacé par la pandémie. Puisqu'elle a entraîné pendant une grande période de temps une fermeture des frontières. Donc une disparition du tourisme pendant beaucoup de temps. Mais aussi du commerce. La relance post-pandémique du commerce mondial a déclenché une sur-demande qui a entraîné une hausse fulgurante des prix qui a conduit à une augmentation de 328 % des coûts d'expédition depuis mars de l'année dernière. Ce qui a créé la plus grande crise économique du pays avec une baisse du PIB de 12'5% pour l'Espagne en 2020. Avec les enjeux des routes maritimes de marchandise. L'Espagne voudrait donc revenir à la dite "autoroute du monde" avec plus de commerce international et plus de tourisme international. Puisque l'Espagne est l'un des grands acteurs touristiques de la Méditerranée. La dernière grande problématique est la nécessité de coopération économique et environnementale. Comme enjeux, on trouve la relance des échanges face à la crise économique. Et puis la solidarité interrégionale face à la crise environnementale.

Dans l'espace de l'Arctique, on va poser la vue dans un premier temps sur le défi de la sécurité maritime. En premier, la sécurité environnementale. Sur cette axe, l'Espagne a une vue européenne. Ce qui veut dire qu'on est d'accord avec les politiques environnementales que l'UE a mis en place pour cet espace. En prenant des mesures énergiques pour lutter contre le changement climatique et la dégradation de l'environnement. Par la mise en œuvre du "Green Deal" européen, y compris la nouvelle approche sur une économie bleue durable, et dans la poursuite de ses priorités au niveau international. Ce qui s'ajoute à une réglementation mise en place par l'UE et qui est soutenue par l'Espagne. D'une autre manière, l'enjeu militaire est présent. L'Espagne, comme l'UE, veut que ce territoire soit un espace de paix. En raison de la position stratégique géopolitique qu'il détient. Puisque L'UE a également un intérêt fondamental à soutenir la coopération multilatérale dans l'Arctique et s'efforce de faire en sorte que cette région reste une zone de faible tension, de stabilité, de prospérité et de coopération pacifique.

Par rapport à la problématique de notre commission, l'Espagne a une position qui est ouverte au dialogue avec tous les pays membres de cette commission. En effet ce que l'Espagne veut, est de pouvoir ouvrir les mers pour pouvoir dans un premiers temps aider si c'est possible les réfugiés des pays en difficultés économiques, politiques ou militaires. Aussi pouvoir réactiver les économies des pays de l'UE avec une réouverture des côtes pour le tourisme, mais aussi pour augmenter le commerce

Commission: Conseil de l'Arctique et la Méditerranée

Problématique: Des espaces maritimes partagés : "Comment concilier l'accès aux mers et la sécurité européenne avec la coopération entre l'UE et ses partenaires les plus proches ?"

Auteur: Espagne

maritime international. Par contre, on aimerait pouvoir réussir ces objectifs tout en étant prudents à cause de la pandémie et bien sûr en respectant l'environnement.

Dans un premiers temps, l'Espagne sur le terme de la migration notamment dans l'espace de la méditerranée, nous proposons "un pacte d'États sur l'immigration, incluant la révision de la législation actuelle", dans le cadre d'une politique migratoire européenne "modifiant le système d'accueil, respectant les droits de l'homme et travaillant avec les pays d'origine et de transit". Donc on voudrait que ces personnes puissent jouir de droits harmonisés dans toute l'UE. Les droits comme celui de résidence, l'accès au marché du travail et au logement, les soins de santé, l'accès à l'éducation pour les mineurs. Donc on pourrait arriver à un traité d'asile commun pour les migrants qui arrivent de la Méditerranée. Comme solution aux problèmes écologiques qu'on peut trouver, on propose d'investir beaucoup plus en I+D+I (Investigation + Développement + Innovation). Ce qui fera que les écosystèmes marins se verront dans une situation plus convenable. Cela peut se faire dans les deux territoires.

Dans un second temps, pour le territoire de l'Arctique on voudrait proposer une entente européenne puis internationale qui porte sur un accord de paix sur ce territoire qui est en tension. Pour éviter la surexploitation du terrain aux niveaux industriel puis militaire. Aussi on aimerait que ce territoire ne soit à personne et reste sous l'autorité du Conseil de l'Arctique. Tout en suivant les politiques que propose l'UE.

En conclusion, l'Espagne voudrait une collaboration des États membres de la commission pour arriver à des ententes sur le tourisme, le commerce international et l'environnement sur la mer Méditerranée aussi comme sur l'Arctique, afin de pouvoir améliorer les relations internationales. Et ainsi être en mesure d'accroître le tourisme ainsi que le commerce. Aussi on aimerait avoir des mers qui soient plus écologiques. Donc que tous les pays soit d'accord pour promouvoir des politiques dites écologiques. Donc l'Espagne en ce moment à une position plutôt europhile. Donc qui est en accord avec les politiques de l'Union Européenne.